

L'Afrique : environnement, développement, sociétés

Pierre André, Georges Lanmafankpotin, Samuel Yonkeu et Sandrine Gilles

Volume 59, numéro 168, décembre 2015

L'Afrique : environnement, développement, sociétés

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037253ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037253ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

André, P., Lanmafankpotin, G., Yonkeu, S. & Gilles, S. (2015). L'Afrique : environnement, développement, sociétés. *Cahiers de géographie du Québec*, 59(168), 343–345. <https://doi.org/10.7202/1037253ar>

L'Afrique : environnement, développement, sociétés

Pierre ANDRÉ

Département de géographie

Université de Montréal

Pierre.Andre@umontreal.ca

Georges LANMAFANKPOTIN

Département de géographie

Université de Montréal

Gylanmaf@yahoo.fr

Samuel YONKEU

Université Aube nouvelle, Ouagadougou,

Burkina Faso

Samyonkeu@gmail.com

Au cours des dernières années, la revue internationale *Cahiers de géographie du Québec* a publié peu d'articles sur des recherches réalisées en Afrique ou sur l'Afrique. C'est dans le but de reconnaître l'importance de telles recherches qu'un appel à proposition de textes, dans le domaine de la géographie humaine, a été lancé et que nous publions aujourd'hui ce numéro thématique.

Le thème Environnement, développement et sociétés s'imposait de lui-même. D'abord, parce qu'il nous apparaissait ouvert et inclusif; de ce fait, nous sollicitons la plus large communauté de chercheurs possible. Mais surtout parce que ce triangle est omniprésent dans la dynamique géographique du continent africain. Sans nous y limiter, une panoplie de sujets nous venaient alors à l'esprit: la mobilité et les changements environnementaux; l'environnement, le développement et la santé publique; la gestion des ressources naturelles et les conflits qui leur sont associés; l'évaluation environnementale des projets, des programmes, des plans et des politiques; la gouvernance territoriale; les tensions et la gestion des aires protégées; l'accaparement des terres et les conflits fonciers. La réponse à l'appel fut à la hauteur de nos attentes. Ce numéro thématique collige donc un premier ensemble de 6 articles auxquels ont collaboré 12 auteurs.

La protection de la diversité biologique passe bien souvent par la création d'aires protégées. Or, le maintien des statuts de protection et de la dimension de ces milieux repose beaucoup sur la volonté politique des gestionnaires du territoire, qui tranchent trop souvent en faveur du développement, d'une rentabilité à courte vue. Lazare Tia et Dohouri Rose Dago abordent cette situation à travers l'étude du parc national du Banco, en Côte d'Ivoire. Situé au sein de l'agglomération urbaine d'Abidjan, et malgré les services écosystémiques qu'il rend aux communautés, ce parc national a subi, au fil des années, un important morcellement. En outre, une ligne à haute tension le traverse et son emprise crée un corridor qui favorise l'intrusion d'acteurs économiques informels. Le rôle régalien de l'État est-il vraiment assumé?



Abidjan n'est pas la seule agglomération urbaine à vivre une explosion démographique qui se répercute sur la densité urbaine et sur son étalement. Mohamed Bakour et Tahar Baouni nous parlent d'Alger, en Algérie, qui fait aussi partie de ces grandes villes africaines. Pour la période de 1966 à aujourd'hui, ils analysent la dynamique des agglomérations qui accompagne le découpage administratif. Leur étude met en valeur la contribution des petites agglomérations dans le développement des contours de la ville ainsi que l'intérêt d'utiliser les systèmes d'information géographique (SIG) pour mettre en évidence les différentes mutations spatiales.

Sur le continent africain, les modes de gouvernance précoloniaux sont toujours bien vivants ; ils côtoient les modèles hérités des pays colonisateurs. En outre, Georges Lanmafankpotin et Pierre André se sont intéressés à l'espace participatif associé à deux grands modèles socioculturels de gouvernance, l'un monarchique et l'autre acéphale. Malgré leurs différences, l'un comme l'autre améliorent l'efficacité de l'exercice du pouvoir. Ils associent la population à la prise de décision et permettent de donner l'onction populaire à l'action publique. Les auteurs montrent bien que les différents modèles de participation ont des formes de territorialité qui leur sont propres, avec des lieux, des objets et des rites particuliers.

La juxtaposition des modèles traditionnel et importé se retrouve aussi dans la mise en place de coopératives. Robert Noumen propose une analyse historique de l'éclosion coopérative dans la production de café en pays bamiléké, au Cameroun. Il y a à la fois un registre communautaire mis en place par la base, où s'exerce la tontine, et un registre coopératif imposé, lui, par le haut au profit des mieux nantis et hérité de la France. L'auteur nous décrit ainsi l'évolution du mouvement coopératif et le processus d'hybridation du modèle de coopérative importé dans cette partie de l'Afrique ; ce faisant, il dresse le portrait d'une structure exogène originale qui fédère les éléments d'une culture tontinière communautaire et ceux de la modernité coopérative dans un environnement économique non structuré et de tradition orale. Il propose un modèle, bâti autour d'une zone dite de médiation, qui cherche à trouver dans les traditions d'organisation interne au continent, les solutions à la crise économique que traverse la société africaine fragilisée par des contacts exogènes non maîtrisés.

Si les perspectives de croissance de la population mondiale se réalisent et s'il est vrai que près de 25% de cette population habitera le continent africain en 2050, la croissance économique et le développement devront être au rendez-vous. La logistique des transports joue à cet égard un rôle déterminant. Benjamin Steck nous introduit à l'Afrique des ports et des corridors. Il met en exergue la position stratégique du continent tout en démontrant l'importance des contraintes le long des principaux corridors. Les grands groupes logistiques européens et asiatiques se sont certes positionnés sur l'échiquier, mais des acteurs africains se profilent aussi à l'horizon. La logistique n'est toutefois pas la panacée pour le développement. Elle peut contribuer à perpétuer la prédation des ressources naturelles. Elle peut aussi contribuer à créer de nouvelles possibilités pour les producteurs et à satisfaire les besoins des populations.

Enfin, Mohamed Hadeid et ses collaborateurs nous proposent une lecture des transformations socioécologiques dans les Hautes-plaines sud-oranaises (Algérie). Si le nomadisme pastoral permettait de maintenir le fragile équilibre de l'écosystème steppique, certaines décisions de l'État ont contribué à le dégrader fortement. Au nombre de celles-ci, les auteurs notent la fourniture d'une quantité importante

d'aliments à bas prix, ce qui a contribué à la sédentarisation de certains éleveurs, et la mise en valeur agricole des milieux arides. L'agropastoralisme dominant contribue à la détérioration de l'écosystème, à quoi s'ajoutent des épisodes de sécheresse récurrents et une croissance démographique fulgurante. Il y a péril en la demeure.

La diversité des sujets abordés dans ce dossier illustre bien la richesse de la recherche entreprise en Afrique. Les articles sont loin de couvrir un ensemble continental fort hétérogène. Néanmoins, ils contribuent à mieux faire comprendre les incidences de l'accroissement rapide de la population et des besoins que cela génère, ensuite, ils permettent de constater à quel point la compréhension des contextes à la fois socioculturels, historiques et géographiques est nécessaire pour analyser une situation, enfin, ils aident à jauger les décisions prises par différents acteurs souvent mal éclairés, qu'il s'agisse de l'État, des municipalités ou des communautés.

